

MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

<p><b>Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture</b></p> <p><b>Sous-Direction de l'aquaculture et de l'économie des pêches</b></p> <p><b>Bureau de la pisciculture et de la pêche continentale</b> Adresse : 3, place de Fontenoy 75007 Paris 07 SP NOR AGRM1019558C</p> <p>Tél. : 01 49 55 57 91 Fax : 01 49 55 82 00</p>	<p><b>CIRCULAIRE</b></p> <p><b>DPMA/SDAÉP/C2010-9619</b></p> <p><b>Date: 21 juillet 2010</b></p>
--	--

**Date de mise en application** : immédiate

**Nombre d'annexes** : 4

**Objet** : Circulaire «mesures aqua-environnementales» du Fonds Européen pour la Pêche (FEP)

**Bases juridiques** :

- Règlement (CE) n°1198/2006 du Conseil du 27 juillet 2006 relatif au Fonds européen pour la Pêche ; Règlement (CE) n° 498/2007 de la Commission du 26 mars 2007 portant modalités d'exécution du règlement (CE) n° 1198/2006 du Conseil relatif au Fonds européen pour la pêche ;
- Code rural, notamment les articles L.311-1, L.341-2 ;
- Circulaire Premier ministre n° 5210/SG du 13 avril 2007 relative au dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par les Fonds européens ;
- Décret fixant les règles d'éligibilité des dépenses du programme cofinancé par le Fonds européen pour la Pêche ;
- Programme Opérationnel pour les interventions structurelles communautaires dans le secteur de la pêche en France pour la période 2007/2013, adopté par la Commission le 19 décembre 2007 (décision C (2007) 6791) ;
- Fiche « mesures aqua-environnementales » associée au Programme Opérationnel ;
- Manuel de procédures FEP.

**Résumé** : Cette circulaire expose les conditions de mise en oeuvre des mesures aqua-environnementales telles que définies dans le programme opérationnel du FEP pour la programmation 2007-2013. Elle annule et remplace la circulaire DPMA/SDAEP/C2009-9606 du 21 avril 2009.

**Mots-clés** : mesures aqua-environnementales - FEP

Destinataires	
<p><u>Pour exécution</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mme et MM. les Préfets de région</li><li>- Mmes et MM. les Préfets de département</li><li>- Mmes et MM. les Directeurs Départementaux des Territoires</li><li>- Mmes et MM. les Directeurs Départementaux des Territoires et de la Mer</li><li>- Monsieur le Président directeur général de l'Agence de services et de paiement</li></ul>	<p><u>Pour information</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mmes et MM. les Directeurs Régionaux de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt</li><li>- MEEDDM, Direction de l'Eau et de la Biodiversité</li></ul>

## 1-Définitions

### 1.1 Mesure aqua-environnementale

Une mesure aqua-environnementale (MAquaE) vise à favoriser la mise en œuvre de méthodes de production aquacole contribuant à la protection et à l'amélioration de l'environnement et à la préservation de la nature par un pisciculteur volontaire, en contrepartie d'indemnités.

Une mesure aqua-environnementale (MAquaE) est définie par la combinaison d'un ensemble d'obligations faisant l'objet d'indemnités. Le cahier des charges de chaque mesure précise :

- les objectifs poursuivis ;
- les critères d'éligibilité spécifiques à la mesure aqua-environnementale ;
- les obligations aqua-environnementales à respecter par le souscripteur ;
- le montant des indemnités annuelles ;
- les points de contrôle et les sanctions.

### 1.2 Priorités de la mesure

Comme indiqué dans le programme opérationnel du FEP, une priorité sera donnée aux dossiers présentant :

- le meilleur impact environnemental ;
- concourant à maintenir et développer une aquaculture durable tout en s'inscrivant dans les objectifs du réseau Natura 2000 et de la Directive Cadre sur l'Eau.

La mise en œuvre de la mesure aqua-environnementale (MAquaE) en zones Natura 2000 devra être privilégiée.

### 1.3 Obligation

Une obligation est une pratique aquacole, une action que le pisciculteur s'engage à respecter dans le cadre de la mesure aqua-environnementale. Pour chaque obligation sont définis les points de contrôle et le régime de sanctions correspondantes.

### 1.4 Dispositif

Les mesures aqua-environnementales sont mises en œuvre au travers de deux dispositifs, à savoir :

- un dispositif national : **conversion à l'aquaculture biologique** (cf. fiche nationale - annexe 1) ;
- un dispositif national pouvant faire l'objet d'une déclinaison locale : **pisciculture en étangs** (cf. fiche nationale – annexe 2). La fiche locale est réalisée au niveau d'une région (DRAAF), d'un département DDT / DDTM ou d'une zone Natura 2000. Cette fiche locale doit être validée par la DPMA.

Conformément au règlement (CE) n° 1198/2006 relatif au FEP, le maintien en aquaculture biologique ne peut faire l'objet d'une mesure aqua-environnementale.

### 1.5 Engagement aqua-environnemental

Les mesures aqua-environnementales sont souscrites pour cinq ans au travers d'un engagement aqua-environnemental.

Le dispositif relatif à la pisciculture en étangs fait l'objet d'indemnités annuelles sur toute la durée de l'engagement.

Le dispositif relatif à la conversion à l'aquaculture biologique fait l'objet d'indemnités uniquement sur les deux premières années de l'engagement.

L'élément engagé est un élément de l'espace aquacole sur lequel portent les obligations aqua-environnementales et peut être de nature surfacique (étang) ou volumique (bassins ou cages).

Le bénéficiaire devra, pendant toute la durée de son engagement, déposer une déclaration des surfaces ou volumes engagés ainsi qu'une déclaration annuelle de respect des engagements.

Les agriculteurs/pisciculteurs déjà engagés dans une mesure agri-environnementale ne pourront pas bénéficier des mesures aqua-environnementales comme prévu dans le programme opérationnel du FEP.

Le demandeur ne peut pas être engagé dans une autre mesure aqua-environnementale.

## **2- Les conditions d'éligibilité des demandeurs**

Peuvent souscrire des engagements aquaenvironnementaux :

1° Les personnes physiques exerçant des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural ;

2° Les sociétés exerçant des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions fixées à l'article L. 341-2 du code rural et qu'au moins un des associés-exploitants réponde aux conditions mentionnées au 1° ;

3° Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural.

Pour bénéficier de ces mesures, le demandeur doit :

- exercer une activité aquacole et justifier d'une production piscicole à titre commercial (justificatif à produire) ;
- être à jour de ses obligations réglementaires (loi sur l'eau, obligations fiscales et sociales etc.) ;
- tenir un registre d'élevage conformément à l'Arrêté du 05/06/2000 ;
- s'engager à respecter et mettre en œuvre les mesures aqua-environnementales pour lesquelles il s'est engagé, pendant une durée de 5 ans. Ces mesures vont au-delà de la simple application des bonnes pratiques aquacoles habituelles.

Pour la mesure relative à la pisciculture d'étang, le bénéficiaire doit justifier d'une production piscicole à titre commercial significative (avis d'imposition ou autre document comptable). Ce critère est défini par la DRAAF en fonction des particularités locales (par exemple, chiffre d'affaires moyen sur les 3 années précédant le dépôt de la demande provenant pour plus de 30 % de l'activité piscicole).

Une priorité doit être donnée aux pisciculteurs engagés dans une démarche de filière et contribuant à la production piscicole régionale de manière significative.

### 3- Organisation générale

#### 3-1 Autorité de gestion et organisme payeur

L'autorité de gestion du programme opérationnel du FEP est la Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture (DPMA) du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

L'organisme payeur et autorité de certification est l'Agence de services et de paiement (Asp).

#### 3-2 Financement

Les mesures aqua-environnementales sont financées par un cofinancement « financement national - fonds européen pour la pêche (FEP) ».

L'enveloppe financière du FEP affectée à cette mesure est de 4 853 205 euros pour la durée de programmation. A ce stade, il a été décidé de consacrer 50 % de cette enveloppe aux mesures aqua-environnementales, objet de la présente circulaire et de réserver les 50 % restant à d'autres mesures notamment relatives à la conchyliculture.

L'enveloppe FEP disponible au titre de la présente circulaire est de 2 370 000 euros pour la durée de la programmation ; 570 000 euros sont destinés à la mesure aqua-environnementale relative à l'aquaculture biologique. La mesure aqua-environnementale relative à la pisciculture d'étangs dispose donc de 1 800 000 euros. Cette enveloppe est répartie entre les trois principales régions de production et les autres régions de la façon suivante :

Région	Enveloppe FEP
Centre	500 000 euros
Rhône alpes	500 000 euros
Lorraine	300 000 euros
Autres régions	300 000 euros
Réserve	200 000 euros
TOTAL	1 800 000 euros

La réserve mise en place au niveau national permettra d'ajuster l'enveloppe financière dédiée à cette mesure en fonction des besoins réels des régions.

Le financement national est assuré par les financements de l'État (MAP : CPER ou autre), des établissements publics et des collectivités locales.

La mesure aqua-environnementale relative à l'aquaculture biologique peut être cofinancée sur le budget de la DPMA (actions aquacoles contrepartie du FEP hors CPER). La mesure aqua-environnementale pour la pisciculture d'étangs sera en priorité cofinancée par les crédits CPER, les crédits des collectivités locales et exceptionnellement par des crédits DPMA. Les crédits DPMA ne pourront être mobilisés qu'après information de la DPMA par les DDT (ou DDTM) de leurs besoins. La DPMA vérifiera la disponibilité de ses crédits en vue de cofinancer cette mesure et en informera la DDT / DDTM.

Le taux d'aide publique est de 100 %, (dont 50 % maximum de FEP et 50 % minimum d'aide nationale). Afin de pouvoir abonder les crédits disponibles pour ces mesures, et ainsi augmenter le nombre de dossiers financés, il est possible d'augmenter le taux d'aide des collectivités locales et de diminuer le taux d'intervention du FEP.

### 3-3 Dépôt de la demande

Le règlement (CE) n° 1198/2006 dispose qu'une dépense est éligible à une contribution du FEP si elle a été effectivement payée avant le 31 décembre 2015. Considérant que les indemnités sont versées pendant les 5 années d'engagement dans le cas de la mesure aqua-environnementale relative à la pisciculture d'étangs et seulement pendant deux années dans le cas de celle relative à la conversion à l'aquaculture biologique (cf. point 1.5), les deux dispositifs mis en œuvre font l'objet d'échéances distinctes pour le dépôt des dossiers de demande d'aides.

Les pisciculteurs souhaitant s'engager dans le dispositif **MAquaE pour la pisciculture d'étangs** doivent déposer leur demande d'engagement au moyen de formulaires spécifiques (cf. annexe 3) au plus tard le **15 octobre 2010** auprès de la DDT / DDTM du département du siège d'exploitation.

Les pisciculteurs souhaitant s'engager dans le dispositif **MAquaE pour la conversion à l'aquaculture biologique** doivent déposer leur demande d'engagement au moyen de formulaires spécifiques (cf. annexe 3) au **15 octobre de chaque année** auprès de la DDT / DDTM du département du siège de l'exploitation, et au plus tard le 15 octobre 2013.

Dans les deux cas, l'accusé de réception du dépôt de cette demande (fiche DE1100 du manuel de procédures FEP) formalise l'engagement par le pisciculteur de respecter ses engagements pendant 5 ans à compter du 15 octobre de l'année du dépôt de la demande. Une décision d'attribution (convention ou arrêté) transmise au pisciculteur à l'issue de l'engagement comptable formalise l'acceptation par le préfet de l'engagement pris par le pisciculteur dans sa demande.

### 3-4 Instruction

L'instruction de la demande est réalisée par la DDT / DDTM. Elle consiste à s'assurer du respect des différentes conditions d'éligibilité.

L'outil d'instruction et de certification des mesures aqua-environnementales du FEP est PRESAGE.

### 3-5 Programmation

Conformément aux dispositions du programme opérationnel du Fonds européen pour la Pêche :

- Dans les départements littoraux, la programmation des mesures aqua-environnementales est réalisée par la commission régionale des pêches maritimes et de l'aquaculture (COREPAM).
- Dans les départements non littoraux, la programmation des mesures aqua-environnementales est réalisée par le comité inter-fonds.

Toutefois, dans le cas de mesures aqua-environnementales relatives à la pisciculture en étangs ou en eau douce dans les départements littoraux, la COREPAM peut déléguer la programmation au comité inter-fonds.

Avant examen par le comité inter-fonds ou la COREPAM, les contreparties nationales devront être acquises au moins par une lettre d'intention des cofinanceurs pour l'accompagnement des projets. Les dossiers peuvent également être présentés, pour information, à la commission régionale agroenvironnementale (CRAE).

### 3-6 Suivi et engagements des dossiers

La DDT / DDTM transmet à la Délégation régionale de l'Agence de services et de paiement le RIB du bénéficiaire, ainsi que la fiche de demande d'engagement comptable pluriannuel (fiche DE 1450 du manuel de procédures FEP).

L'engagement comptable est l'acte par lequel les crédits correspondants sont engagés financièrement.

Après acceptation de la proposition d'engagement comptable par la DR de l'Agence de services et de paiement, l'aide (pour la part nationale CPER/État et la part FEP) fait l'objet d'une décision d'attribution (convention ou arrêté) signée du Préfet de région ou son représentant.

La DDT / DDTM transmet la décision administrative d'octroi de l'aide au bénéficiaire. Une copie de cette décision, signée par le Préfet ou son représentant, doit être transmise à la DR de l'Agence de services et de paiement.

### 3-7 Procédure de liquidation et de paiement

La déclaration annuelle du respect des engagements (DARE), en annexe 4, doit être adressée par le pisciculteur au service instructeur pour le 15 octobre de chaque année

Le paiement des engagements aquaenvironnementaux intervient à réception de la DARE et après réalisation des contrôles réglementaires.

Pour la mesure « pisciculture d'étangs », un acompte correspondant à l'indemnité prévue au titre du plan de gestion pourra être versé après signature de la décision d'attribution de l'aide.

Après réalisation du contrôle de service fait dans PRESAGE, la DDT / DDTM transmet à la DR de l'Agence de services et de paiement le Certificat de service fait (CSF– DE1710) accompagné du Certificat pour paiement (CPP– DE1720) afin qu'il puisse être procédé au versement des subventions État et FEP.

La liquidation et le paiement des dossiers sont effectués par les DR de l'Agence de services et de paiement tant pour l'aide d'État que pour l'aide FEP, ainsi que pour les autres aides nationales en cas de paiement associé.

Après liquidation, la délégation régionale de l'Agence de services et de paiement reporte le montant payé dans PRESAGE.

### 3-8 Plafond de l'aide

Pour le dispositif relatif à la pisciculture en étangs, le plafond est fixé par la DDT / DDTM / DRAAF dans la limite de 7 600 euros annuels par exploitation individuelle (plafond calculé sur le montant total), soit 38 000 euros sur la durée du contrat.

Dans le cas du dispositif relatif à la conversion à l'aquaculture biologique, le plafond est fixé par la DDT / DDTM / DRAAF dans la limite de 19 000 euros annuels par exploitation individuelle (plafond calculé sur le montant total), soit 38 000 euros sur la durée du contrat (indemnités uniquement sur les deux premières années des 5 ans d'engagement).

Dans le cas des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), ce plafond pourra être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées, dans la limite de deux.

#### **4- Les contrôles et les suites à donner aux contrôles**

La signature du contrat par le bénéficiaire implique que ce dernier se soumet à tout contrôle sur pièce et sur place, effectué par les services techniques des Directions départementales des territoires (et de la mer), et par les corps d'inspection et de contrôle nationaux et communautaires.

Les documents comptables sont conservés par le bénéficiaire jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir ces contrôles, soit jusqu'au 31 décembre 2020.

Les contrôles portent sur l'ensemble des engagements du bénéficiaire. L'ensemble des bénéficiaires devra avoir fait l'objet d'un premier contrôle au plus tard trois ans après la date d'approbation de l'opération et d'un second contrôle à l'issue de la période d'engagement dans le dispositif MAquaE. Une copie des rapports de contrôle sera adressée à la Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture.

En cas de non respect des engagements souscrits par le bénéficiaire, en particulier la non réalisation partielle ou totale de l'opération, l'utilisation des fonds non-conforme aux engagements souscrits, et le refus de se soumettre aux contrôles, le service instructeur sur la base d'un rapport circonstancié engage le reversement total ou partiel des aides allouées et établit une décision de déchéance de droits.

Le service instructeur adresse à la délégation régionale de l'Agence de services et de paiement une demande de désengagement comptable correspondant au montant de la réduction ou suppression de l'aide, et ce après chaque anomalie constatée suite à un contrôle. A cette demande de désengagement comptable est obligatoirement jointe la décision de déchéance de droits afférente.

Vous voudrez bien me faire part de tout cas particulier ou toutes difficultés rencontrées dans l'application des dispositions de la présente circulaire.

Le directeur de la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture  
Philippe MAUGUIN

## **Mesures aqua-environnementales (MAquaE)**

### **Conversion à l'aquaculture biologique**

#### **1- Objectifs**

Cette mesure vise à développer **l'aquaculture biologique** en développant des méthodes de production contribuant à l'amélioration de l'environnement et à la préservation de la nature. Elle concerne la salmoniculture Biologique (truites), la pisciculture marine Biologique (bars et daurades).

Cette mesure vise à encourager **la conversion à l'aquaculture biologique** au sens du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007, concernant le mode de production biologique de produits agricoles. Cette mesure s'applique également aux exploitations piscicoles converties au mode de production biologique avant le 8 août 2009 et soumises au respect du cahier des charges national CCF (ou CC REPAB F) jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Des indemnités sont versées pour une durée maximale de deux ans à partir de la date d'engagement. Pour autant, le porteur de projet a l'obligation de rester certifié sous le référentiel AB durant 5 ans, soit sur toute la durée de son engagement.

#### **2- Base réglementaire**

- Règlement (CE) n°1198/2006 du Conseil du 27 juillet 2006 relatif au Fonds européen pour la pêche (article 30) ;
- Règlement (CE) n° 498/2007 de la Commission du 26 mars 2007 ;
- Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007, concernant le mode de production biologique de produits agricoles ;
- Règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) no 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles ;
- Règlement (CE) n° 710/2009 de la Commission du 5 août 2009 modifiant le règlement (CE) n° 889/2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil en ce qui concerne la production biologique d'animaux d'aquaculture et d'algues marines (en vigueur le 1er juillet 2010) ;
- Guide de lecture des Règlements (CE) n° 834/2007 et n° 710/2009 en ligne sur le site internet de l'INAO ;
- Cahier des charges national CC REPAB F (ou CCF) concernant le mode de production et de préparation biologique des animaux et des produits animaux (espèces aquacoles et leurs dérivés), modifié, homologué par arrêté ministériel du 28 août 2000. Ce référentiel est applicable jusqu'au 1er juillet 2013 pour les exploitations piscicoles converties au mode de production biologique avant le 8 août 2009.



### **3- Bénéficiaires**

Peuvent souscrire des engagements aqua-environnementaux :

1° - Les personnes physiques exerçant des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural ;

2° - Les sociétés exerçant des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions fixées à l'article L. 341-2 du code rural et qu'au moins un des associés-exploitants réponde aux conditions mentionnées au 1° ;

3° - Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural.

### **4- Critères d'éligibilité**

Pour bénéficier de cette mesure d'aide, le demandeur doit :

- respecter les dispositions communautaires concernant le mode de production biologique des espèces aquacoles (rèlements (CE) n° 834/2007, 889/2008 et 710/2009) ou le cahier des charges français (CCF ou CC REPAB F) dans le cas des piscicultures converties au mode de production biologique avant le 8 août 2009;
- être engagé au titre d'une conversion à l'aquaculture biologique auprès d'un organisme certificateur AB depuis moins d'un an ;
- avoir notifié son activité auprès de l'Agence BIO ;
- tenir un registre d'élevage.

Le demandeur doit fournir une étude des perspectives de débouchés envisagés (1).

Le demandeur ne peut pas être engagé dans une autre mesure aqua-environnementale.

### **5- Engagements**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et mettre en oeuvre la mesure aqua-environnementale pour laquelle il s'est engagé, pendant une durée de 5 ans.

Remarque : le suivi d'une formation est fortement conseillé, mais ne constitue pas une obligation.

### **6 –Montant des indemnités et plafonnement**

Le taux d'aide publique est de 100 %, (dont 50 % maximum de FEP et 50 % minimum d'aide nationale).

Le plafond est fixé par la DDT / DDTM / DRAAF, dans la limite d'un plafond maximal de 19 000 euros annuels par exploitation sur les deux premières années d'engagement. Les 3 années restantes sur la durée d'engagement de 5 ans ne font l'objet d'aucune indemnité.

**Eléments à contractualiser :**

<b>Eléments techniques</b>	<b>Méthodes de calcul</b>	<b>Formules de calcul</b>	<b>Montant annuel Conversion</b>
Notifier chaque année son activité à l'agence BIO	Non rémunéré		
Tenue du registre d'élevage	Non rémunéré		
Analyses d'eau (NH4, NO2, NO3, Oxygène, T°)	Non rémunéré	Auto-contrôles	
Respecter le cahier des charges BIO	Manque à gagner (perte de rendement non compensée par le prix de vente sous logo AB)	Forfait	<b><u>Truite :</u></b> 1 260 euros/100 m3 bassin/an <b><u>Bar et daurade :</u></b> 757 euros/100 m3 cages/an
Coûts des contrôles spécifiques BIO	Coût des contrôles par organisme certificateur AB	2 contrôles par an	Forfait de 2 000 euros/an
Coûts des analyses d'eau par laboratoire (le cas échéant)	(métaux lourds, cyanures, pesticides, etc...)	Forfait	Forfait de 1000 euros/an

(1) La fourniture de cette étude revêt un caractère obligatoire mais l'attribution des aides n'est pas subordonnée au contenu de l'étude.

NB : La signature du contrat implique que le bénéficiaire accepte, à tout moment, des contrôles sur place réalisés par des personnes mandatées par l'administration de l'État.

**Mesures aqua-environnementales (MAquaE)**  
**« pisciculture d'étangs »**

**Fiche nationale**

**Étangs situés en zone Natura 2000 ou non**

**1 - Objectifs**

Cette mesure vise à développer des méthodes de production aquacole contribuant à l'amélioration de l'environnement et à la préservation de la nature.

Il s'agit d'encourager des formes d'aquaculture contribuant à la protection et la valorisation de l'environnement, des ressources naturelles et de la diversité génétique, ainsi qu'à la gestion du paysage et des caractéristiques traditionnelles des zones aquacoles.

Cette mesure s'adresse aux pisciculteurs, inscrits dans une démarche de filière, et s'applique aux étangs piscicoles localisés ou non dans un site Natura 2000. **Toutefois, une priorité sera donnée aux zones Natura 2000.** Les régions concernées peuvent donc décider d'accorder ces aides en exclusivité aux étangs situés en zone Natura 2000.

La pisciculture en étangs est une activité de production extensive traditionnelle. Cette activité est aujourd'hui fragilisée du fait notamment des fortes prédateurs par des espèces piscivores. **Cette mesure aqua-environnementale vise à maintenir cette activité extensive et à préserver la biodiversité de ces sites.**

**2 - Base réglementaire**

Article 30 du Règlement (CE) n°1198/2006 du Conseil du 27 juillet 2006 relatif au Fonds européen pour la pêche.

Article 11 du règlement (CE) n° 498/2007 de la Commission du 26 mars 2007.

**3 - Bénéficiaires**

Peuvent souscrire des engagements aqua-environnementaux :

1° Les personnes physiques exerçant des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural ;

2° Les sociétés exerçant des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions fixées à l'article L. 341-2 du code rural et qu'au moins un des associés-exploitants réponde aux conditions mentionnées au 1° ;

3° Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural.

#### **4 - Critères d'éligibilité**

Pour bénéficier de ces mesures, le demandeur doit :

- exploiter un ou plusieurs étangs d'une surface cadastrale minimale cumulée de 10 ha au total ; une surface minimale différente peut être acceptée au niveau local sur justification ;
- respecter les critères définis dans le cadre des bonnes pratiques aquacoles définies au niveau national, ou à défaut au niveau local ;
- détenir un agrément conformément au Décret 90/804 du 7 septembre 1990 (dans l'attente de l'application de la Directive 2006/88/CE du Conseil du 24/10/2006) ;

Le bénéficiaire doit justifier d'une production piscicole à titre commercial significative (avis d'imposition ou autre document comptable). Ce critère est défini par la DRAAF en fonction des particularités locales (par exemple, chiffre d'affaires moyen sur les 3 années précédant le dépôt de la demande provenant pour plus de 30 % de l'activité piscicole).

Le demandeur ne peut pas être engagé dans une autre mesure aqua-environnementale.

#### **5 - Engagements**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et mettre en oeuvre les mesures aqua-environnementales pour lesquelles il s'est engagé, pendant une durée de 5 ans. Ces mesures vont au-delà de la simple application des bonnes pratiques aquacoles habituelles.

Pour les étangs situés en zone Natura 2000, l'engagement aqua-environnemental doit être conforme aux objectifs du DOCOB.

Le contrat porte sur la totalité de la superficie cadastrale cumulée de l'étang ou des étangs engagé(s).

Le bénéficiaire s'engage à faire réaliser un plan de gestion à l'échelle des étangs engagés par une structure locale agréée par la DDT/DDTM ou la DRAAF (syndicat aquacole régional, chambre d'agriculture, animateur du site Natura 2000, Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, ONCFS ou autre...).

**Le plan de gestion** comprend deux parties:

- **un diagnostic piscicole et environnemental**, qui constitue une description et une analyse sommaire de l'état des lieux en particulier pour les sites Natura 2000 (peuplement piscicole, types de végétation, habitats d'intérêt faunistique et floristique si présents, etc.).
- **des recommandations de gestion** et la description des travaux à engager pour améliorer la qualité environnementale de l'étang, en fonction de ses usages et particularités.

Le plan de gestion précise à ce titre les objectifs à atteindre, ainsi que les mesures de suivi et d'évaluation à mettre en oeuvre dans le cadre des MAquaE.

Les engagements environnementaux, prévus dans le plan de gestion, doivent être conformes à la « fiche MAquaE nationale », ou la « fiche locale » (si elle existe). La « fiche locale » est une déclinaison de la « fiche nationale ». Elle est réalisée par la DDT / DDTM / DRAAF ou une structure agréée par celle-ci. Elle doit être validée par la DPMA.

## **6 - Montant des indemnités et plafonnement**

Le taux d'aide publique est de 100 %, (dont 50 % maximum de FEP et 50 % minimum d'aide nationale).

Le plafond est fixé par la DDT / DDTM /DRAAF, dans la limite d'un plafond maximal de 7 600 euros annuels par exploitation. Toutefois, dans le cas de GAEC, ce plafond peut être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées, dans la limite de deux.

Les indemnités sont versées pour une durée de 5 ans et sont calculées sur la base des critères suivants, conformément à l'article 30-4 du Règlement (CE) n°1198/2006 du Conseil du 27 juillet 2006 :

- perte de revenu encourue ;
- coûts additionnels pouvant résulter de l'application de techniques aqua-environnementales (nombre d'heures de travail pour les travaux réalisés en plus des pratiques habituelles ; embauche de main d'œuvre occasionnelle) ;
- nécessité d'un soutien financier à la réalisation du projet ;
- les inconvénients spécifiques ou le coût des investissements auxquels doivent faire face les exploitations situées à l'intérieur ou à proximité de zone Natura 2000.

### **Eléments à contractualiser :**

L'engagement minimal obligatoire comprend l'élaboration d'un plan de gestion (M1) avec la mesure(M2), ainsi que les actions non rémunérées visées au tableau de la page suivante. L'appréciation du caractère obligatoire, facultatif ou non retenu des autres mesures relève de l'échelon régional, en fonction des objectifs affichés et des priorités retenues. Par ailleurs, le montant des indemnités et les plafonds peuvent être réduits localement afin de répondre aux objectifs collectifs à atteindre.

**ENGAGEMENT MINIMAL OBLIGATOIRE : mesures M1 + M2**

Eléments techniques	Méthodes de calcul Pertes et coûts	Base de calcul	Montant annuel maximum	Adaptation locale
<b>M1</b> : Réalisation d'un plan de gestion	Coût du service	Coût horaire : 60 € TTC 10 heures au maximum	Plafonné à 600 €	
Respect du plan de gestion	Non rémunéré			
<b>M2- volet a</b> : Conservation des habitats naturels (maintien de zones délimitées dans le plan de gestion)	perte de revenu	<u>Répartition entre volets sur la totalité de l'engagement :</u> <u>volet a</u> : 20% au maximum du montant total de la mesure M2	300 €/ha/an plafonné à 10 ha soit 3 000 €/an	
<b>M2 – volet b</b> : Restauration de la végétation aquatique ou des berges et/ou entretien d'habitats naturels (zones délimitées dans le plan de gestion)	Travail et matériel	<u>volet b</u> : 20% au minimum du montant total de la mesure M2 <u>volet c</u> : facultatif  <u>Travail - volets b+c</u> : coût horaire : 16,54 € 18 heures maximum/ha/an		
<b>M2 – volet c</b> : Entretien des abords	Travail et matériel	<u>Perte de revenu - volet a</u> : 50 € maximum/ha engagé/an		
Usage limité des intrants (fertilisants, amendements,...)	Non rémunéré			
Nourrissage raisonné ( suivant pratiques locales)	Non rémunéré			

**MESURES OPTIONNELLES**

<b>M3</b> : Analyses d'eau (NH4, NO2, NO3, PO4, dureté)	Travail et matériel	1 analyse / an par labo agréé <u>et</u> auto-contrôles bimensuels pendant la période de mise en eau.	Forfait de 350 €/an	
<b>M4</b> : Analyse de sédiment (Phosphore, Calcium)	Travail et matériel	2 analyses/ contrat (début et fin de contrat)	Forfait de 400 €/analyse	
<b>M5</b> : Assec (suivant usages locaux, sans récolte si mise en culture) <b>(1x par contrat)</b>	Perte de revenu	50 % du revenu piscicole moyen/ha (300kg/ha/an x 1€/kg)	Forfait de 150 €/ha.  plafonné à 20 ha soit 3000 €	

<b>M6</b> : Elimination des espèces végétales envahissantes (jussie, myriophylle du Brésil,...)	Travail et matériel	coût horaire : 16,54 € 6 heures au maximum/ha de zone envahie et par an	100€/ha/an.  plafonné à 5 ha soit 500 €/an	
<b>M7</b> : Intervention sur les espèces animales ayant des impacts négatifs sur les étangs (prévention et limitation des dégâts)	Travail et matériel	[ piégeage ragondin, rat musqué et écrevisses etc.] [ matériel de protection contre prédation ]	Forfait de 120 €/ha/an  plafonné à 25 ha soit 3 000 €/an	

Les indemnités afférentes aux mesures M3, M4, M5 et M7 sont versées annuellement à titre forfaitaire dans la limite des plafonds visés au tableau ci-dessus. Des justificatifs de réalisation (fiches d'enregistrement des temps de travaux de l'exploitant, factures d'analyses, de prestations ou d'achat de matériels de protection ou de piégeage, d'absence de revenus piscicoles dans le cas d'un assec) pourront être demandés lors des contrôles documentaires ou sur place.

Les indemnités afférentes aux mesures M1, M2 et M6 sont arrêtées lors de l'établissement du plan de gestion qui en fonction des caractéristiques du plan d'eau définit les objectifs à atteindre, ainsi que les mesures de suivi et d'évaluation à mettre en œuvre (nature des interventions, nombre d'heures de travail de l'exploitant pour leur mise en œuvre, dépenses prévisionnelles de location ou d'achat de matériels, dépenses prévisionnelles de prestation de services). Elles ne relèvent donc pas d'un forfait.

La limitation d'espèces animales indésirables (en particulier ragondin, rat musqué) doit s'intégrer dans un plan de gestion collectif s'il en existe un localement.

NB : La signature du contrat implique que le bénéficiaire accepte, à tout moment, des contrôles sur place réalisés par des personnes mandatées par l'administration de l'État.

## MESURE 2.1.2 (art.30)

### MESURES AQUA-ENVIRONNEMENTALES (MAquaE)

**NOM (en MAJUSCULE) et Prénom du bénéficiaire :** \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
**RAISON SOCIALE (le cas échéant) :** \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
**N° PRESAGE :** \_\_\_\_\_

#### RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PROJET

☐ **GAEC**, préciser le nombre d'exploitation regroupée : .....

#### Mesures aqua-environnementales souscrites par le demandeur et chacun des associés

⇒ Je m'engage cette année dans **les mesures aqua-environnementales** suivantes (cf. notices explicatives) :

- ☐ **pisciculture d'étangs** : je m'engage sur : ..... ha d'étangs  
☐ **pisciculture Bio** : je m'engage sur : ..... m<sup>3</sup> de bassins ou de cages contractualisés  
☐ **autre (préciser)** : .....

☐ Je déclare avoir réalisé un **diagnostic d'exploitation** pour lequel je demande une aide financière, en accompagnement de la mesure aqua-environnementale que j'ai souscrite, qui prendra la forme d'une majoration du montant annuel de celle-ci (veuillez cocher la case si vous demandez l'aide à la réalisation du diagnostic).

#### DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR ET DE CHACUN DES ASSOCIES

- ☐ Je déclare exercer des activités aquacoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural.  
☐ Je déclare avoir une activité piscicole à titre commercial.  
☐ Pour les formes sociétaires : j'atteste que les associés exploitants ou assimilés détiennent plus de 50% des parts représentatives du capital de la société.  
☐ Je m'engage à fournir ma dernière liasse fiscale complète.  
☐ Je déclare être à jour des obligations au titre de la loi sur l'eau.  
☐ Je m'engage à remplir le formulaire « liste des éléments engagés » et à le renvoyer à la DDT / DDTM.  
☐ J'ai joint à ce formulaire \_\_\_\_\_ feuillets de liste des éléments engagés en MAquaE.  
☐ Je m'engage à déposer chaque année, à partir de l'année prochaine et pendant toute la durée de mon engagement, une déclaration des surfaces engagées et une déclaration annuelle de respect des engagements, réactualisées le cas échéant.  
☐ J'atteste avoir pris connaissance des notices explicatives, des cahiers des charges et des conditions d'éligibilité de chacune des mesures aqua-environnementales pour lesquelles je m'engage. Je m'engage à respecter à compter du 15 octobre de l'année en cours l'ensemble des points du cahier des charges de chacune des MAquaE demandées.  
☐ Je m'engage à ne pas diminuer la quantité totale engagée pour chacune des MAquaE souscrites.  
☐ Je m'engage à permettre l'accès de mon exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles.  
☐ J'atteste avoir pris connaissance que mes engagements dans les MAquaE ci-dessus prennent effet le 15 octobre de cette année, pour une durée de 5 ans. Je pourrai les dénoncer dans un délai de 15 jours après réception de la décision juridique d'acceptation de l'engagement pluriannuel et de la notification des conditions financières.

#### INDICATEURS DE REALISATION PREVISIONNELS (A RENSEIGNER PAR LE SERVICE INSTRUCTEUR)

Axe	Mesure	Action	Libellé	Donnée	Quantité/Valeur prévisionnelle
2- Aquaculture, pêche dans les eaux intérieures, transformation et commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture	2.1 - Aquaculture	4	Mesures aqua-environnementales	1. Unité ayant mis en œuvre des mesures aqua-environnementales conformément à l'article 30, paragraphe 2, point a), du règlement (CE) no 1198/2006	
				2. Unité conforme au système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS)	
				3. Unité ayant mis en place un mode de production biologique	

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

Cachet  
Nom et signature du représentant légal<sup>1</sup> :

<sup>1</sup> Ou de tous les associés/adhérents pour les GIE et les GAEC





MINISTÈRE  
DE L'ALIMENTATION  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PÊCHE

**Fonds Européen pour la Pêche 2007-2013**  
**Mesures aqua-environnementales (MAquaE)**  
**(mesure 2.1.2 du FEP)**  
**Pisciculture biologique**  
**Eléments engagés en conversion**

NOM, Prénom, Dénomination sociale, adresse :

Date de réception du dossier :

N° PRESAGE : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

N° SIRET :

Feuillet n° ..... / .....

**Rappel** : Les indemnités sont relatives uniquement aux deux premières années de l'engagement souscrit pour 5 ans.

**Espèce concernée** : ☐ Truite ☐ Bar, Daurade :

Eléments techniques	Volume des bassins ou cages contractualisé (m <sup>3</sup> )	Montant annuel des indemnités (1)
Respect du cahier des charges BIO		..... €
Coût des contrôles spécifiques BIO		2000 €
Coût des analyses d'eau par laboratoire (le cas échéant)		.....
	Montant annuel :	..... €
	Montant total de l'aide sur 2 ans :	..... €

**1** : le montant annuel des indemnités est calculé notamment en fonction du volume d'élevage en production biologique et du forfait de perte de revenu spécifique à l'espèce : 1 2060 €/100 m<sup>3</sup>/an pour la truite, 757 €/100 m<sup>3</sup>/an pour le bar et la daurade. Le montant annuel des indemnités est plafonné à 19 000 €.

A ....., le |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|

Signature(s) du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés en cas de GAEC :



Direction départementale de l'agriculture et de la forêt / Direction départementale de l'équipement et de l'agriculture

# Fonds Européen pour la Pêche 2007-2013

## Mesures aqua-environnementales (MAquaE)

### Pisciculture d'étangs

#### Liste des étangs et éléments engagés

NOM, Prénom, Dénomination sociale, adresse :

.....  
 .....  
 .....

Date de réception du dossier :

N° PRESAGE : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

N° SIRET :

Feuillet n° ..... / .....

Mesures souscrites	Etangs engagés	Total de surfaces engagées (ha)	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Cumul
Plan de gestion (mesure M1)			..... €					..... €
Conservation des habitats naturels (mesure M2a)			..... €	..... €	..... €	..... €	..... €	..... €
Restauration de la végétation aquatique ou des berges (mesure M2b)			..... €	..... €	..... €	..... €	..... €	..... €
Entretien des abords (mesure M2c)			..... €	..... €	..... €	..... €	..... €	..... €
Analyses d'eau (mesure M3)		Forfait	..... €	..... €	..... €	..... €	..... €	..... €
Analyses de sédiment (mesure M4)		Forfait	..... €	..... €	..... €	..... €	..... €	..... €
Assec (mesure M5)			..... €	..... €	..... €	..... €	..... €	..... €
Élimination de végétation envahissante (mesure M6)			..... €	..... €	..... €	..... €	..... €	..... €
Régulation des espèces animales ayant des impacts négatifs (mesure M7)			..... €	..... €	..... €	..... €	..... €	..... €
Montant Total			..... €	..... €	..... €	..... €	..... €	..... €

A ....., le |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|

Signature(s) du demandeur, du gérant en cas  
de forme sociétaire, de tous les associés en cas de GAEC :

**MESURE 2.1.2 (art.30)**  
**MESURES AQUA-ENVIRONNEMENTALES (MAquaE)**  
**DÉCLARATION ANNUELLE DE RESPECT DES ENGAGEMENTS (DARE)**  
**CAMPAGNE 20\_\_**

cadre réservé à la DDT-M  
Date de réception : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

**NOM** (*en MAJUSCULE*) **et Prénom du bénéficiaire** : \_\_\_\_\_  
**RAISON SOCIALE** (*le cas échéant*) : \_\_\_\_\_  
**N° PRESAGE** : \_\_\_\_\_

**A - MESURES AQUA-ENVIRONNEMENTALES ENGAGÉES (PISCICULTURE D'ÉTANGS)**

Mesures souscrites	Étangs engagés	Total de surfaces engagées (ha)	Surfaces respectant les engagements
Plan de gestion (mesure M1)			
Conservation des habitats naturels (mesure M2a)			
Restauration de la végétation aquatique ou des berges (mesure M2b)			
Entretien des abords (mesure M2c)			
Analyses d'eau (mesure M3)		Forfait	
Analyses de sédiment (mesure M4)		Forfait	
Assec (mesure M5)			
Élimination de végétation envahissante (mesure M6)			
Régulation des espèces animales ayant des impacts négatifs (mesure M7)			

**B - MESURES AQUA-ENVIRONNEMENTALES ENGAGÉES (PISCICULTURE BIOLOGIQUE)**

Éléments techniques	Volume des bassins ou cages contractualisé (m <sup>3</sup> ) engagés	Volume respectant les engagements
Respect du cahier des charges BIO		
Coût des contrôles spécifiques BIO		
Coût des analyses d'eau par laboratoire (le cas échéant)		

## C – DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR ET DE CHACUN DES ASSOCIÉS EN CAS DE FORME SOCIÉTAIRE

Je déclare :

- ☐ poursuivre à l'identique mes engagements souscrits en 20.. .
- ☐ être à jour des obligations au titre de la loi sur l'eau

Dans tous les cas :

- pour les formes sociétaires : j'atteste que les associés exploitants ou assimilés détiennent plus de 50 % des parts représentatives du capital de la société ;
- je m'engage à permettre l'accès de mon exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles

*Remarques éventuelles :*

Fait à ....., le |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|

Cachet  
Nom et signature du représentant légal<sup>1</sup> :

<sup>1</sup> Ou de tous les associés/adhérents pour les GIE et les GAEC